

INSTRUCTION

N° 00-085-B2 du 13 octobre 2000

NOR : BUD R 00 00085 J

Texte publié au BOCP

FRAIS DE JUSTICE

ANALYSE

Frais de réimmatriculation au registre du commerce

Date d'application : 22/09/2000

MOTS-CLÉS

DÉPENSE ; FRAIS DE JUSTICE ; TRIBUNAL DE COMMERCE ; REGISTRE DU COMMERCE ; IMMATRICULATION

DOCUMENTS À ANNOTER

Néant

DOCUMENTS À ABROGER

Néant

DESTINATAIRES POUR APPLICATION

ACT	RGP	PGT	TPG									

DIFFUSION

GT 49

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

5^{ème} Sous-direction - Bureau 5C

Le décret n° 99-659 du 30 juillet 1999 porte suppression de tribunaux de commerce dont la liste est fixée par son article 1^{er} (cf. annexe).

Or, l'article 11 du décret n° 69-389 du 18 avril 1969, modifié « relatif aux modalités de transfert des registres du commerce et des sociétés (...) et aux modalités d'indemnisation des greffiers des tribunaux de commerce et des auxiliaires de justice en cas de modification du ressort des juridictions commerciales », prévoit que le montant des émoluments dus aux greffiers des tribunaux de commerce pour les réimmatriculations opérées dans le cadre d'une modification du ressort des juridictions commerciales, est « imputé sur les crédits ouverts au ministère de la justice pour les frais de justice en matière commerciale ».

Par ailleurs, le décret n° 80-307 du 29 avril 1980 fixant le tarif général des greffiers des tribunaux de commerce, précise que les immatriculations effectuées en application des articles 5 à 11 du décret du 18 avril 1969 précité sont tarifées à hauteur de 9 taux de base, en ce qui concerne l'immatriculation principale et l'immatriculation secondaire, y compris les frais postaux.

Compte tenu des difficultés de trésorerie pouvant résulter pour certains greffiers de l'application de la réforme de la carte judiciaire ainsi initiée, je vous invite à effectuer le paiement des dépenses en cause, au titre du chapitre 37-11, article 30, paragraphe 14, sur présentation du mémoire établi sur la base du nombre de réimmatriculations effectuées et sans justificatif du montant des frais postaux réellement exposés.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

Pour le Directeur Général de la Comptabilité Publique

LE SOUS-DIRECTEUR CHARGÉ DE LA 5^{ÈME} SOUS-DIRECTION

JEAN-FRANÇOIS BERTHIER

ANNEXE : Décret n° 99-659 du 30 juillet 1999 portant suppression de tribunaux de commerce

NOR : JUSB9910301D

Le Premier ministre,
 Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice,
 Vu le code de l'organisation judiciaire ;
 Vu la loi n° 85-98 du 25 janvier 1985 modifiée relative au redressement et à la liquidation judiciaires des entreprises, notamment son article 7 ;
 Le Conseil d'Etat (section de l'intérieur) entendu,

Décète :

Art. 1er. - Les tribunaux de commerce dont la liste suit sont supprimés à compter du 1er janvier 2000 :

- dans le ressort de la cour d'appel d'Amiens : Saint-Valery-sur-Somme ;
- dans le ressort de la cour d'appel de Bourges : Clamecy ;
- dans le ressort de la cour d'appel de Caen : Falaise, Vire, Granville, Saint-Lô, L'Aigle, Flers, Vimoutiers ;
- dans le ressort de la cour d'appel de Dijon : Auxonne, Châtillon-sur-Seine, Nuits-Saint-Georges, Langres, Autun, Charolles, Louhans ;
- dans le ressort de la cour d'appel de Montpellier : Castelnaudary, Limoux, Espalion, Saint-Affrique, Lodève, Pézenas ;
- dans le ressort de la cour d'appel de Poitiers : Jonzac, Saint-Jean-d'Angély, Châtelleraut ;
- dans le ressort de la cour d'appel de Riom : Saint-Flour, Brioude, Ambert, Billom, Issoire ;
- dans le ressort de la cour d'appel de Rouen : Bernay, Louviers, Eu, Fécamp, Gournay-en-Bray, Saint-Valery-en-Caux.

A la même date, les ressorts des tribunaux de commerce auxquels sont rattachés les ressorts des tribunaux de commerce supprimés sont modifiés conformément aux tableaux mentionnés à l'article 2.

Art. 2. - Le tableau VII et le tableau IX annexés au code de l'organisation judiciaire sont modifiés à la date du 1er janvier 2000, conformément aux indications des tableaux A et B annexés au présent décret.

Art. 3. - Pour l'organisation des élections aux sièges à pourvoir au 1er janvier 2000 dans chacun des tribunaux de commerce dont le ressort est modifié en application du présent décret, la liste des membres du collège électoral est rectifiée, dans les conditions prévues à l'article R. 413-4 du code de l'organisation judiciaire, au plus tard le 15 août 1999.

Art. 4. - Toutes les procédures en cours devant les tribunaux de commerce supprimés en application de l'article 1er seront transférées, en l'état, aux tribunaux de commerce désormais compétents, sans qu'il y ait lieu de renouveler les actes, formalités et jugements intervenus antérieurement au 1er janvier 2000, à l'exception des assignations données aux parties et aux témoins à fin de comparution personnelle.

Art. 5. - Le garde des sceaux, ministre de la justice, le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, le secrétaire d'Etat au budget, la secrétaire d'Etat aux petites et moyennes entreprises, au commerce et à l'artisanat et le secrétaire d'Etat à l'industrie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 30 juillet 1999.

Lionel Jospin

Par le Premier ministre :
 Le garde des sceaux, ministre de la justice,
 Elisabeth Guigou

Le ministre de l'économie,
 des finances et de l'industrie,
 Dominique Strauss-Kahn

Le secrétaire d'Etat au budget,
 Christian Sautter

La secrétaire d'Etat
 aux petites et moyennes entreprises,
 au commerce et à l'artisanat,
 Marylise Lebranchu

Le secrétaire d'Etat à l'industrie,
 Christian Pierret

ANNEXE (suite)

(Modification du tableau VII annexé au code de l'organisation judiciaire)

Siège et ressort des tribunaux de commerce et des tribunaux mixtes de commerce

DÉPARTEMENTS	TRIBUNAL de grande instance	SIÈGE ET RESSORT DES TRIBUNAUX DE COMMERCE	
		Siège du tribunal de commerce	Ressort du tribunal de commerce
<i>Cour d'appel d'Amiens</i>			
Aisne	Laon.		Sans changement.
Oise	Saint-Quentin. Soissons. Beauvais. Compiègne. Senlis.	Chauny. Vervins. Saint-Quentin. Soissons. Beauvais. Compiègne. Senlis. Abbeville.	Sans changement. Sans changement. Sans changement. Sans changement. Sans changement. Sans changement. Sans changement. Ressort du tribunal de grande instance d'Abbeville.
Somme	Amiens. Péronne.	Amiens.	Sans changement. Sans changement.
<i>Cour d'appel de Bourges</i>			
Cher	Bourges.	Bourges.	Sans changement.
Indre	Châteauroux.	Châteauroux. Issoudun.	Sans changement. Sans changement.
Nièvre	Nevers.	Nevers.	Ressort du tribunal de grande instance de Nevers.
<i>Cour d'appel de Caen</i>			
Calvados	Caen.	Bayeux. Caen. Condé-sur-Noireau.	Sans changement. Sans changement. Ressort des tribunaux d'instance de Vire, Falaise et Domfront.
Manche	Lisieux. Avranches.	Lisieux. Honfleur. Coutances.	Sans changement. Sans changement. Ressort des tribunaux de grande instance d'Avranches et Coutances.
Orne	Cherbourg. Coutances. Alençon. Argentan.	Cherbourg. Coutances. Alençon. Argentan.	Sans changement. Ressort des tribunaux de grande instance d'Avranches et Coutances. Ressort du tribunal de grande instance d'Alençon. Ressort du tribunal d'instance d'Argentan.
<i>Cour d'appel de Dijon</i>			
Côte-d'Or	Dijon.	Dijon. Beaune.	Ressort des tribunaux d'instance de Dijon, Châtillon-sur-Seine et Semur-en-Auxois. Ressort du tribunal d'instance de Beaune.
Haute-Marne	Chaumont.	Chaumont.	Ressort des tribunaux d'instance de Chaumont et de Langres, à l'exception du canton de Doulaincourt.
Saône-et-Loire	Chalon-sur-Saône. Mâcon.	Saint-Dizier. Chalon-sur-Saône. Le Creusot. Mâcon.	Sans changement. Ressort des tribunaux d'instance de Chalon-sur-Saône et de Louhans. Ressort des tribunaux d'instance du Creusot, de Montceau-les-Mines et d'Autun. Ressort du tribunal de grande instance de Mâcon.
<i>Cour d'appel de Montpellier</i>			
Aude	Carcassonne.	Carcassonne.	Ressort du tribunal de grande instance de Carcassonne.
Aveyron	Narbonne. Millau.	Narbonne. Millau.	Sans changement. Ressort du tribunal de grande instance de Millau.
Hérault	Rodez. Béziers. Montpellier.	Rodez. Béziers. Montpellier. Clermont-l'Hérault. Sète.	Ressort du tribunal de grande instance de Rodez. Ressort du tribunal de grande instance de Béziers. Sans changement. Ressort du tribunal d'instance de Lodève. Sans changement.

ANNEXE (suite)

11462

JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

31 juillet 1999

DÉPARTEMENTS	TRIBUNAL de grande instance	SIÈGE ET RESSORT DES TRIBUNAUX DE COMMERCE	
		Siège du tribunal de commerce	Ressort du tribunal de commerce
Pyrénées-Orientales.....	Perpignan.	Perpignan.	Sans changement.
<i>Cour d'appel de Poitiers</i>			
Charente-Maritime.....	La Rochelle. Rochefort. Saintes.	La Rochelle. Rochefort. Marennes. Saintes.	Sans changement. Sans changement. Sans changement. Ressort du tribunal de grande instance de Saintes, à l'exception du canton de Royan.
Deux-Sèvres.....	Bressuire. Niort.	Niort.	Sans changement. Sans changement.
Vendée.....	La Roche-sur-Yon. Les Sables-d'Olonne.	La Roche-sur-Yon. La Roche-sur-Yon.	Sans changement. Sans changement.
Vienne.....	Poitiers.	Poitiers.	Ressort du tribunal de grande instance de Poitiers.
<i>Cour d'appel de Riom</i>			
Allier.....	Cusset. Montluçon. Moulins.	Cusset. Montluçon. Moulins.	Sans changement. Sans changement. Sans changement.
Cantal.....	Aurillac.	Aurillac.	Ressort du tribunal de grande instance d'Aurillac.
Haute-Loire.....	Le Puy-en-Velay.	Le Puy-en-Velay.	Ressort du tribunal de grande instance du Puy-en-Velay.
Puy-de-Dôme.....	Clermont-Ferrand. Riom.	Clermont-Ferrand. Thiers. Riom.	Ressort des tribunaux d'instance de Clermont-Ferrand et Issoire. Ressort des tribunaux d'instance d'Ambert et Thiers. Sans changement.
<i>Cour d'appel de Rouen</i>			
Eure.....	Bernay. Evreux.	Pont-Audemer. Evreux.	Ressort du tribunal de grande instance de Bernay. Ressort du tribunal de grande instance d'Evreux.
Seine-Maritime.....	Dieppe. Le Havre. Rouen.	Dieppe. Neufchâtel-en-Bray. Le Havre. Rouen. Elbeuf.	Sans changement. Ressort du tribunal d'instance de Neufchâtel-en-Bray et cantons d'Envermeu et Eu. Ressort du tribunal de grande instance du Havre. Ressort des tribunaux d'instance de Rouen et Yvetot. Sans changement.
(Le reste sans changement)			

ANNEXE (suite et fin)

(Modification du tableau IX annexé au code de l'organisation judiciaire)

Juridictions compétentes en métropole pour connaître, en application de l'article 7 de la loi n° 85-98 du 25 janvier 1985, des procédures de redressement et de liquidation judiciaires applicables aux commerçants et artisans

DÉPARTEMENT	JURIDICTION COMPÉTENTE dans le département	RESSORT DANS LEQUEL la juridiction exerce ses attributions
Aude	TC de Carcassonne. TC de Narbonne.	Ressort du TC. Sans changement.
Aveyron	TC de Millau. TC de Rodez.	Ressort du TC. Ressort du TC.
Calvados	TC de Bayeux. TC de Caen. TC d'Honfleur. TC de Lisieux.	Sans changement. Ressort des TI de Caen, Falaise et Vire. Sans changement. Sans changement.
Cantal	TC d'Aurillac.	Sans changement.
Charente-Maritime	TC de Marennes. TC de Rochefort. TC de la Rochelle. TC de Saintes.	Sans changement. Sans changement. Sans changement. Ressort du TC.
Côte-d'Or	TC de Beaune. TC de Dijon.	Ressort du TC. Ressort du TC.
Eure	TC d'Evreux. TC de Pont-Audemer.	Sans changement. Ressort du TC.
Hérault	TC de Béziers. TC de Montpellier. TC de Clermont-l'Hérault. TC de Sète.	Sans changement. Ressort du TC. Ressort du TC. Sans changement.
Haute-Loire	TC du Puy-en-Velay.	Sans changement.
Manche	TC de Cherbourg. TC de Coutances.	Sans changement. Sans changement.
Haute-Marne	TC de Chaumont. TC de Saint-Dizier.	Ressort du TC. Sans changement.
Nièvre	TC de Nevers.	Sans changement.
Orne	TC d'Alençon.	Le département.
Puy-de-Dôme	TC de Clermont-Ferrand. TC de Riom. TC de Thiers.	Ressort du TC. Sans changement. Sans changement.
Saône-et-Loire	TC de Chalon-sur-Saône. TC de Mâcon.	Ressort des TC de Chalon-sur-Saône et du Creusot. Ressort du TC.
Seine-Maritime	TC de Dieppe. TC d'Elbeuf. TC du Havre. TC de Neufchâtel-en-Bray. TC de Rouen.	Ressort du TC. Sans changement. Sans changement. Ressort du TC. Ressort du TC.
Somme	TC d'Abbeville.	Ressort du TC.
Vienne	TC de Poitiers.	Le département.